

## Au Journal officiel du 4 au 10 avril 2015

### Au Journal officiel du 4 au 10 avril 2015

13/04/2015

### Au Journal officiel du 4 au 10 avril 2015

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 4 avril 2015 :

- LOI n° 2015-381 du 3 avril 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du Code général des collectivités territoriales, du Code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon. - *Modification du Code général des collectivités territoriales et de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009. - Ratification de l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 ;*
- LOI n° 2015-382 du 3 avril 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon. - *Modification du Code général des collectivités territoriales. - Modification et ratification de l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 ;*
- Rectificatif : LOI n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 **de finances pour 2015 ;**
- Décret n° 2015-383 du 3 avril 2015 relatif aux **mesures de sûreté applicables aux entreprises de transport aérien desservant le territoire national au départ d'aérodromes étrangers, en cas de menace pour la sécurité nationale.** - *Modification du Code de l'aviation civile ;*
- Arrêté du 31 mars 2015 **relatif à l'entrée en vigueur du décret relatif à la communication électronique devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs.** - *Fixant la date d'entrée en vigueur prévue à l'article 6 du décret n° 2012-1437 du 21 décembre 2012 ;*
- Arrêté du 27 mars 2015 portant **approbation du cahier des charges applicable aux opérateurs de jeux en ligne.** - *Abrogation de l'arrêté du 17 mai 2010 ;*
- Arrêté du 24 mars 2015 relatif aux **critères ouvrant droit à l'aide au poste et à la subvention spécifique dans le cadre des recrutements opérés directement par les entreprises adaptées et les centres de distribution de travail à domicile.** - *Abrogation de l'arrêté du 13 février 2006.*

#### Au JO du 5 avril 2015 :

- Décret n° 2015-384 du 3 avril 2015 relatif au **fonds académique de mutualisation des ressources de la formation continue des adultes.** - *Modification du Code de l'éducation ;*
- Décret n° 2015-387 du 3 avril 2015 relatif à la **durée d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les personnes handicapées subissant une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi.** - *Modification du Code de la sécurité sociale.*

**Au JO du 8 avril 2015 :**

- Décret n° 2015-389 du 3 avril 2015 autorisant les **traitements automatisés de données à caractère personnel et les échanges d'informations mis en œuvre par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement de leurs missions en matière de lutte contre les fautes, abus et fraudes.** - Voir également CNIL, délibération n° 2014-432 du 23 octobre 2014 ;
- Décret n° 2015-390 du 3 avril 2015 autorisant les **traitements de données à caractère personnel par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement de leurs missions d'affiliation, d'immatriculation, d'instruction des droits aux prestations et de prise en charge des soins, produits et services.** - Voir également CNIL, délibération n° 2014-428 du 23 octobre 2014 ;
- Décret n° 2015-391 du 3 avril 2015 autorisant les **traitements automatisés de données à caractère personnel et les échanges d'informations mis en œuvre par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement des missions de leurs services médicaux.** - Voir également CNIL, délibération n° 2014-430 du 23 octobre 2014 ;
- Décret n° 2015-392 du 3 avril 2015 autorisant les **traitements automatisés de données à caractère personnel et les échanges d'informations mis en œuvre par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement des missions de leurs services sociaux.** - Voir également CNIL, délibération n° 2014-431 du 23 octobre 2014 ;
- Décret n° 2015-393 du 3 avril 2015 autorisant les **traitements automatisés de données à caractère personnel et les échanges d'informations mis en œuvre par les organismes gestionnaires des régimes obligatoires de base de l'assurance maladie pour l'accomplissement de leurs missions en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.** - Voir également CNIL, délibération n° 2014-429 du 23 octobre 2014 ;
- Arrêté du 23 mars 2015 **modifiant l'arrêté du 9 mars 2012 autorisant la création d'un traitement automatisé dénommé « BANACO ».** - Voir également CNIL, délibération n° 2015-068 du 12 février 2015 ;
- Arrêté du 2 avril 2015 **modifiant le Code de procédure pénale (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux services pénitentiaires d'insertion et de probation.** - Modification du Code de procédure pénale.

**Au JO du 9 avril 2015 :**

- Décret n° 2015-397 du 7 avril 2015 relatif au **régime des décisions d'inscription sur la liste des organismes certificateurs et d'homologation de logiciel de jeux ou de paris prises par l'Autorité de régulation des jeux en ligne ;**
- Décret n° 2015-398 du 7 avril 2015 relatif **aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres.** - Modification du Code rural et de la pêche maritime ;
- Arrêté du 16 mars 2015 relatif à **l'agrément de l'avenant n° 2 du 24 octobre 2014 à la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage modifiant la liste relative au champ d'application de l'annexe VIII pour le spectacle vivant privé.** - Convention agréée par l'arrêté du 25 juin 2014.

**Au JO du 10 avril 2015 :**

- Ordonnance n° 2015-401 du 9 avril 2015 relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales . - Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code général de la propriété des personnes publiques et du Code de la route. -Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 7) ;

· Décret n° 2015-403 du 8 avril 2015 relatif au **contrat pluriannuel entre l'Etat et la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales**. - *Modification du Code de la sécurité sociale* ;

· Décret n° 2015-404 du 8 avril 2015 relatif au **Comité national des retraités et personnes âgées**. - *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;

· Arrêté du 2 avril 2015 **modifiant le Code de procédure pénale (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines et aux services pénitentiaires d'insertion et de probation**. - *Modification du Code de procédure pénale* ;

· Arrêté du 16 mars 2015 relatif à **l'agrément de l'avenant n° 1 du 9 octobre 2014 à l'annexe VIII au règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage modifiant la liste relative au champ d'application pour les prestations techniques au service de la création et de l'événement**. - *Convention agréée par l'arrêté du 25 juin 2014*.

**La Rédaction Législation**